



L'Information et l'Opinion

Le débat sur la réforme des retraites a été particulièrement éclairant. Il a permis de vérifier que les Français sont privés d'information.

Comment ! vont hurler certains. Privés d'information ? Alors que nous avons quatre chaînes d'information continue et que les innombrables chaînes dont l'évolution technologique a gratifié notre pays ont toutes des bulletins d'information !

Bien sûr, ce ne sont pas les informations qui manquent. Mais qu'appelle-t-on « information » ? N'importe quel observateur impartial peut constater que sur toutes les chaînes de télévision et de radio, ce sont les mêmes nouvelles, les mêmes analyses, les mêmes commentaires. Et les mêmes invités sur les plateaux. Chacun a les siens, ils circulent parfois un peu de l'un à l'autre, certains, les plus nombreux, sont plutôt à gauche, d'autres plutôt à droite - une espèce rare - et aucun n'est libéral. Bref, c'est partout la même bouillie.

Pour se faire une opinion éclairée, il faut beaucoup de patience, ne pas hésiter à se plonger dans des publications austères et surtout beaucoup réfléchir.

Cette dernière occupation est devenue une rareté à l'ère de l'immédiateté. Les réseaux sociaux permettent à n'importe qui de réagir à la seconde par écrit sur n'importe quel sujet, de préférence sur un sujet où l'on n'a aucune compétence, car **ce qui compte c'est l'opinion**. Il fut un temps où le mot d'opinion avait un sens. Il impliquait un minimum et même plutôt un maximum d'information et de réflexion, et l'on avait un peu honte de se risquer sur ce terrain sans y être sérieusement préparé. Ce temps est révolu et même oublié.

Un autre phénomène peut être constaté, mais surtout par ceux à qui il arrive d'être invités sur un plateau de télévision.

Ils s'aperçoivent vite qu'il existe un code non écrit mais féroce appliqué qui oblige les invités à ne pas sortir du cadre de pensée qui règne dans les médias. Le malheureux qui fait l'erreur de s'en écarter la paie d'une mise à l'écart définitive. Il ne s'agit évidemment pas d'un caprice de rédacteur en chef. Celui qui a ce titre ne le conservera pas longtemps s'il laisse quelqu'un s'éloigner de la doxa dominante. En fait, la consigne vient des propriétaires des médias. Ces derniers sont tous des hommes d'affaires milliardaires, qui ont des intérêts si divers qu'il est parfois difficile de déterminer ceux qui prédominent. Mais ce qui est certain, c'est que sur tous leurs terrains d'action, ils sont en rapport avec l'Etat.

Et là, le même scénario qu'avec le plus humble rédacteur en chef se répète. Les détenteurs du pouvoir leur font comprendre « *qu'au-delà de cette limite votre ticket n'est plus valable* » pour reprendre un titre célèbre de Romain Gary.

On a compris qu'il règne en France un climat d'unanimité !

Bien entendu, cette expression n'est qu'un trait d'humour. Il règne en France un climat pesant de censure et d'autocensure, de menace permanente sur tous les acteurs du débat public et finalement de mort intellectuelle qui n'est pas sans évoquer celui des pays de l'Est quand y régnait le communisme.

Alors que peut-on faire ? Se pelotonner sous l'édredon pour jouir de la chaleur fœtale ? Se consoler dans la boisson ? Se passionner pour le sport sans en faire jamais ?

Rien de tout cela évidemment pour un citoyen conscient de ses devoirs. Mais continuer de miser sur la force de conviction. Tout en sachant que l'homme met du temps à se faire précisément ...une opinion.

Nous avons peu d'alliés dans le désert français. Mais il en est un qui, à coup sûr, ne nous fera pas défaut. Il s'agit d'un chiffre. Celui de la dette. La France est gouvernée par la dépense publique. Et celle-ci a franchi les limites de la raison. Les deux universitaires américains Reinhardt et Rogoff ont étudié huit siècles de crises financières dans le monde. Ils en concluent ceci : « Ce qu'on constate de manière répétée dans l'histoire des crises financières, c'est que lorsqu'un accident menace de se produire, il finit par se produire. » Personne ne peut douter qu'avec 3000 milliards d'euros de dette, la France soit à la merci d'un accident.

Un accident financier n'est pas un simple épisode. Il peut jeter un peuple dans la misère.

Tel est précisément l'enjeu de notre combat. Il faut absolument faire de vraies réformes avant qu'il ne soit trop tard. Et c'est pour cela que la bataille de l'information est essentielle. Que ceux qui se pavent sur les plateaux de télévision veuillent bien réfléchir quelques instants. Beaucoup d'entre eux connaissent la vérité et savent que notre pays est gouverné sans aucun courage, au mépris du raisonnable.